L’association “Techno Plus”, qui participait à la rave-party illégale en Bretagne, reçoit d’importantes subventions de la Ville de Paris

03/01/2021 à 11h29



L'association participant à la rave party en Bretagne qui a protesté contre sa dispersion est un des chouchous de la mairie de Paris.

Domiciliée dans le 19e, elle perçoit d'importantes subventions de la Ville.

1/5 pic.twitter.com/KKj5Xth859

— JDSE (@JCQDSE) January 2, 2021

3

On remarque que ce projet de "drug truck" avait été refusé par le "Budget participatif".

"Pas grave", semble s'être dit la mairie. "Si les Parisiens n'en veulent pas, on trouvera un autre biais. On peut prendre

des sous destinés à la santé des pauvres, ça ne se verra pas." pic.twitter.com/1yEPBRrhMD

— JDSE (@JCQDSE) January 2, 2021

5

Techno + est un concentré des paradoxes et dérives de la politique de "prévention des risques" liés aux drogues.

Une affichette visible sur une vue Google de son local donne le ton. Il y est question de "lois fascistes". Héroïque insoumission, financée par le contribuable. pic.twitter.com/QqtiVJYkvR

— JDSE (@JCQDSE) January 2, 2021

En 2017, Techno + a ouvert à Paris, avec Aides et Asud, un éphémère magasin de… vente de drogues.

Cela fait une drôle d'impression de se dire que les pouvoirs publics et la collectivité ont financé ce petit commerce illégal, et pour le moins douteux. pic.twitter.com/DrTNGY0LwM

— JDSE (@JCQDSE) January 2, 2021